

## **FACE AUX ATTAQUES PATRONALES ET GOUVERNEMENTALES : PAS QUESTION D'ACCEPTER LES SACRIFICES !**

*300 000 emplois sont actuellement menacés dans des grandes entreprises de la chimie, de l'automobile, de la grande distribution, et chez leurs sous-traitants. Des entreprises qui accumulent pourtant des profits, grâce au travail de ces salariés qu'elles veulent maintenant jeter dehors.*

*Les travailleuses et travailleurs produisent toujours plus, mieux, plus vite. Mais qui en profite ? Les patrons, qui imposent toujours plus de sacrifices : licenciements, augmentation des cadences et du temps de travail ou pertes de salaire. L'entreprise de verrerie Saverglass, a ainsi proposé, après des mois de chômage partiel, la baisse des salaires de 5 % ! Une catastrophe qui n'avait pourtant rien d'inévitable.*

Le gouvernement n'est pas en reste dans la fonction publique, avec les trois jours de carence et les suppressions de postes. Apprenant que le patron milliardaire Elon Musk était chargé par Donald Trump d'anéantir des emplois publics par milliers, le ministre français de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, s'est fendu d'un message de félicitations sur les réseaux sociaux : qui se ressemble s'assemble.

Et voilà que le Sénat a déposé un amendement à la loi de finances de la Sécu qui obligerait les salariés à travailler sept heures de plus gratuitement. Proposition que le ministre de l'Économie trouve « intéressante » et « judicieuse » !

Devant la colère des salariés, le Premier ministre fait les gros yeux aux groupes qui licencient tout en faisant des bénéfices et en empochant les aides publiques, les Auchan, Stellantis et autres Michelin. Mais c'est bien pour rembourser ces milliards de cadeaux que Barnier veut faire passer 60 milliards d'économies dans le budget 2025.

### **Tous ensemble !**

Des grèves sont en cours ou ont eu lieu contre les licenciements, comme chez Valeo à La Suze-sur-Sarthe (Sarthe), Vencorex au Pont-de-Claix (Isère), Michelin à Cholet (Maine-et-Loire), MA France à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)...

D'autres concernent les salaires, comme chez H&M ou dans l'entreprise de nettoyage Atalian dans les Bouches-du-Rhône, ou dans certaines filiales Keolis dans l'Allier, l'Hérault, l'Oise, les Yvelines et le Val-

d'Oise.

Une grève de la fonction publique est prévue le 5 décembre. Une journée de mobilisation aura lieu le 10 décembre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une grève débutera le 11 décembre à la SNCF contre son démantèlement. Entre-temps, les agriculteurs devraient aussi être mobilisés...

Le gouvernement et le patronat essaient de nous isoler et de nous monter les uns contre les autres. Nous devons nous armer contre toutes les tentatives de division, que ce soit entre salariés du public et du privé, ou entre salariés des différents pays. Ce n'est pas en fermant les frontières au nom du « protectionnisme » que l'on empêchera le patronat d'exploiter et de licencier. Leur plus grande peur est que nos luttes convergent, que les salariés menacés de licenciement se coordonnent, que des actions communes soient décidées par les grévistes.

La seule solution, c'est de nous battre, ensemble, à l'image du mouvement contre la vie chère qui touche la Martinique depuis deux mois.

Alors oui, chaque journée de lutte doit devenir un point de ralliement et être une étape dans la construction de la lutte collective ! C'est la seule voie pour arracher l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail sans perte de salaire, des augmentations à la hauteur de l'inflation, l'embauche définitive des précaires et des emplois partout où ils manquent cruellement, pour des services publics de qualité, notamment dans les transports, la santé et l'éducation.

**C'est nous qui faisons tourner la société, c'est à nous de décider !**

## Droit de réponse

Le **PDG Jean-Pierre Farandou** a bondi sur l'occasion de l'acharnement médiatique contre la grève cheminote qui se profile pour livrer une **véritable provocation sous la forme d'une interview** dans le journal La Tribune du Dimanche, envoyée le lendemain dans un Temps Réel à tous les cheminots. **Pas question de rester sans rien dire ; pour toute réclamation, s'adresser à « Farandou J.P., lieu-dit : la direction ».**

### Père fouettard

*« Les Français ne comprendraient pas de ne pas pouvoir rejoindre leur famille pour fêter Noël. »*

Si des millions de travailleurs ne peuvent pas se permettre de rejoindre leurs familles pendant les fêtes, **c'est à cause prix exorbitants des billets de train.** Certainement pas à cause des cheminots qui luttent pour leurs salaires.

### Arroseur arrosé

*« La France connaît une situation économique compliquée, avec des plans sociaux dans des entreprises, des emplois menacés. »*

Bien vu Farandou. D'autant que **tu participes toi-même à cette vague de suppressions d'emplois en détruisant 500 postes au Fret.** Sans oublier les nombreux autres postes supprimés ces dernières années aux guichets, à l'escale, au contrôle, aux ateliers, chez les gestionnaires de moyens...

### Golden cheminot

*« Et en plus il y a tous les autres avantages, le package social : les billets gratuits, notre parc de 90 000 logements sociaux, un système de santé avec accès facilité à des médecins spécialistes, une politique de la famille très protectrice, etc. »*

### Tous en grève !

Jeudi 21 novembre, les syndicats cheminots appellent à une journée de grève dans tous les services contre la casse de la SNCF. La filialisation du Fret au 1er janvier ou l'ouverture à la concurrence des trains de voyageurs servent à attaquer nos conditions de travail.

**Ras-le-bol des fins de mois à galérer et de tirer la langue après une semaine de boulot.** Emparons-nous de cet appel à la grève pour montrer notre force, pour mettre en avant nos revendications de travailleurs, pour nos salaires et des embauches.

**Une assemblée générale des grévistes est prévue à 11 heures, voie 0 de la gare Lille Flandres.** Elle est ouverte à tous les collègues, qu'ils soient syndiqués ou non. Un rendez-vous auquel nous rendre nombreux pour décider ensemble des suites du mouvement.

### 50% d'effectifs, 100% perdants

Au Technicentre, la direction nous impose la présence de 50% des effectifs pour la période des fêtes de fin d'année. Être présents dans les ateliers empêche toute une partie d'entre nous de nous reposer et de profiter de nos familles. **D'autant qu'avec le niveau de désorganisation de la production, on pourrait se retrouver à attendre une caisse ou des pièces, et d'être là pour rien.** La trêve de Noël, c'est quand ça les arrange.

Celle-là, on ne l'avait pas vue venir. Farandou a dû oublier la suite de luxe à Dubaï dans la liste. Quant au reste, les billets de train des cheminots sont désormais comptés comme des avantages en nature, et l'accès aux logements et à la médecine devient de plus en plus difficile. **Le « sac à dos social » envoie du rêve ? Normal, Jean-Pierre est dans les nuages.**

### Sale air

*« Je rappelle que la rémunération la plus basse à la SNCF est 10% au-dessus du SMIC. »*

Les comptes sont loin d'être bons, Jean-Pierre. Par exemple, pour les collègues contractuels, la prime de fin d'année ou les diverses indemnités sont intégrées dans la rémunération. Mais **si on retire ces éléments du calcul, les salaires de base sont eux... en dessous du SMIC.** C'est sûr qu'à 450 000 euros par an, Farandou n'a pas ce problème.

### Au doigt mouillé

*« Ces trois dernières années, nous avons protégés leurs salaires de l'inflation. De 2022 à 2024, la rémunération des cheminots a progressé de 17 % en moyenne ».*

Visiblement, **nous sommes un certain nombre à être passés entre les mailles du filet !**

### Le diable est dans les détails

Pour l'ouverture à la concurrence, la SNCF a tout étudié jusque dans les plus infimes recoins. Mais un détail lui a échappé : la réglementation européenne de 2006 dite « REACH » qui interdit de vendre ou de céder des rames contenant de l'amiante. Pour les Hauts-de-France cela concernerait plus de 40 rames TER. Dans l'urgence une dérogation à la Commission européenne a été demandée par la Région. Ouf ! Les profits sont sauvés.

### Effet domino

Si ces rames amiantées étaient finalement déclarées inaptes, **cela pourrait coûter plus d'un milliard d'euros en travaux de réhabilitation.** Et s'en suivrait une pagaille dans l'offre de transport à cause des transferts de rames non amiantées prises à d'autres régions.

### Sécu rouillée

En décembre prochain le décret Secufer sera mis en place. De nombreuses installations, pistes et itinéraires ne sont pas déjà pas conformes à cette nouvelle réglementation inutile. Si les collègues appliquent cette dernière à la lettre, beaucoup de trains risquent de ne pas rouler.

*Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant.  
Contacte nos militants ou par mail à  
nparevolille@gmail.com*